



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES VOSGES

**DIRECTION DE LA COORDINATION,
DE L'EVALUATION ET DU SUIVI DES
POLITIQUES PUBLIQUES**

Bureau de l'environnement

Arrêté n° 2017/2012 du 13 SEP. 2012

**mettant en demeure la société SITA LORRAINE de respecter les dispositions
des articles 26 et 40.04 de l'arrêté préfectoral n° 1510/2004 du 15 juin 2004 modifié
l'autorisant à poursuivre l'exploitation par rehaussement du centre de stockage
de déchets ménagers et assimilés de la « Haie Rousse » à Ménarmont.**

La préfète des Vosges,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 514-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 29 septembre 2011 portant nomination de Mme Marcelle PIERROT en qualité de préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1510/2004 du 15 juin 2004 modifié autorisant la société SITA LORRAINE ayant son siège à LESMENILS (54700) à poursuivre l'exploitation par rehaussement du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de la « Haie Rousse » situé sur le territoire de la commune de Ménarmont ;
- Vu le courrier du 27 juillet 2012 de la société SITA LORRAINE à l'inspection des installations classées lui transmettant un bilan de la gestion des lixiviats produits sur son site sur l'année 2011 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 août 2012 constatant le non-respect de prescriptions de l'arrêté précité ;
- Considérant que l'alinéa 5 de l'article 26 de cet arrêté prescrit des valeurs limites pour l'envoi des lixiviats produits sur le site de la « Haie Rousse » en station d'épuration, lesquelles ont été dépassées au moins une fois pour l'Arsenic, le Mercure et l'AOX ;
- Considérant que ces polluants ne sont pas voire peu traités par la station d'épuration ;
- Considérant que l'article 40.04 de l'arrêté sus-visé prescrit à l'exploitant, dans le cadre des transmissions trimestrielles à l'inspection des installations classées, de commenter les résultats de mesures en précisant les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;

- Considérant que la société SITA LORRAINE n'a fait aucun commentaire lors de la transmission des résultats de mesures non conformes sur les lixiviats envoyés en station d'épuration ;
- Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1 - La société SITA LORRAINE ayant son siège à LESMENILS (54700) est mise en demeure de respecter, pour son centre de stockage de déchets ménagers et assimilés sis à la « Haie Rousse » à Ménarmont, les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 1510/2004 du 15 juin 2004 suivantes :

- l'alinéa 5 de l'article 26, lorsque les lixiviats sont traités en station d'épuration extérieure,
- l'article 40.04.

Cette mise en demeure s'applique à compter de la première bâchée destinée à subir un traitement en station d'épuration après notification du présent arrêté.

Afin de vérifier le respect de la présente mise en demeure, l'exploitant fera réaliser sur cette première bâchée l'analyse des paramètres fixés à l'alinéa 5 de l'article 26 précité. Il transmettra sans délai les résultats de ces analyses à l'inspection des installations classées.

Article 2 - A défaut de déférer aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté dans le délai imposé, la société SITA LORRAINE s'expose, indépendamment des sanctions pénales, aux sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SITA LORRAINE et dont copie sera adressée au maire de Ménarmont.

Epinal, le **13 SEP. 2012**

La préfète,
Pour la préfète par délégation,
Le secrétaire général,

Vincent BERTON

Délais et voies de recours – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.